

# le 14 février en Slovénie

## Action de grève

En Slovénie, bon élève de la zone euro, l'enseignant ne profite guère de la croissance économique.

Les enseignants slovènes revendiquent un niveau de rémunération similaire à celui des autres professions dans le secteur public. À l'appel de l'ESTUS (Syndicat de l'Éducation, de la Science et de la Culture) qui n'a pas obtenu d'avancée significative sur la revalorisation salariale, une grève a eu lieu le 14 février avec manifestation dans la capitale Ljubljana, laquelle a réuni plus de 20 000 personnes.

### Amélioration du statut

Pour le syndicat, il est inacceptable d'avoir des enseignants qui débutent dans le métier à 928 euros nets par mois. En fin de carrière, le salaire maximum est de 1 550 euros par mois. Trois cycles de négociations n'auront pas suffi à obtenir du gouvernement des mesures positives. ESTUS s'appuie sur les études de l'OCDE qui démontrent que les salaires des enseignants slovènes dans tous les secteurs de l'Éducation restent en dessous de la moyenne de leurs collègues des pays de l'OCDE et ceux de l'Union européenne.

### Financement de l'Éducation

Un autre sujet d'importance. La Slovénie est un des rares pays à consacrer

moins de 8 % de ses fonds publics à l'Éducation en termes de dépenses prises dans le budget (comparé à la moyenne de 11,2 % dans les pays de l'OCDE). D'où la demande d'ESTUS concernant le pourcentage du PIB consacré à l'Éducation. Ce n'est pas le chemin que prend le gouvernement slovène qui annonce une poursuite de sa politique d'austérité en 2018 avec une nouvelle réduction des dépenses publiques et une hausse des recettes fiscales et sociales.

Il faudrait pourtant préserver la qualité de l'enseignement mais aussi l'améliorer. Priorité à l'Éducation : le gouvernement doit répondre aux demandes de la profession enseignante. ■

Odile Cordelier

